

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 25 novembre au 1^{er} décembre 2019

édito :

contre les violences faites aux femmes

articles :

MUNICIPALES

reconstruire un récit collectif

CONVENTION INTERNATIONALE

droits des enfants

PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

prochain congrès

Contre les violences faites aux femmes

Le PCF a participé à la marche contre les violences faites aux femmes, samedi 23 novembre 2019. Cette année, la manifestation avait une résonance toute particulière alors que le 132^e féminicide venait d'être perpétré et que le Grenelle des violences conjugales se tient depuis le 3 septembre dernier.

L'égalité entre les femmes et les hommes a été érigée en grande cause nationale du quinquennat. Pourtant toutes les politiques publiques réalisées par le gouvernement vont à l'encontre de l'ambition affichée par Mme Schiappa.

La casse des systèmes de Sécurité sociale et de l'Assurance chômage, la récente réforme des retraites, le projet de réforme de l'APL ou encore la baisse de 57 millions de la part allouée aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale mettent les femmes en première ligne face à la précarité et donc aux violences.

Il est minimaliste de penser que seules les violences sexuelles et physiques sont à combattre, les violences contre les femmes sont systémiques et la précarité est l'une des premières barrières qui empêche l'autonomie et donc la sortie des violences. Contrats précaires, hausse des prix et des loyers ou désengagement de l'État qui affecte les services publics comme ceux de la santé, de la police, de la justice et du système associatif notamment, ce sont d'abord et surtout les femmes qui en pâtissent.

Les élu-es et militant-es communistes et féministes ont marché à Paris contre toutes les violences, traitement indignes et atteintes aux femmes ≥

MUNICIPALES

reconstruire un récit collectif

Dans son rapport devant le Conseil national du PCF, Pierre Lacaze rappelle le caractère inédit des municipales 2020 (crise sociale, recomposition politique, paysage communal marqué par l'intercommunalité) ; il analyse les différentes situations selon importance des villes. Extraits

« Dans nos listes et nos projets, nous voulons mettre en avant un objectif d'égalité sociale et territoriale, contrepied de la compétitivité, au plus près des exigences populaires, pour peser aussi sur les politiques nationales, contre l'austérité. Tendre vers la gratuité pour les transports, les cantines, les loisirs... Un objectif de rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent donner de la force aux valeurs de gauche et faire de ces élections une étape importante dans la construction d'une véritable dynamique porteuse d'un nouveau projet de gauche pour la France. Dans cette optique, il est cohérent d'affirmer notre stratégie de large rassemblement à gauche autour de politiques municipales offensives **pour les égalités et les solidarités**. Sur trois objectifs affirmés dans nos résolutions : **l'enjeu social et écologique au cœur de la ville et des villages de demain ; la démocratie communale ; la justice fiscale**. [...]

Au-delà du secteur élection et de l'exécutif, nous avons associé les élus, les maires, les secrétaires de section et secrétaire départementaux. Nous avons tenu plusieurs CN sur cette question et nous referons un dernier point en février. Nous avons rencontré l'ensemble des départements et échangé plus précisément avec les 10 à 15 départements ayant le plus d'élus. Deux réunions du secteur Election élargi ont eu lieu, nous en proposons une prochaine en décembre. Nous avons mis en place une bibliothèque numérique et, avec le secteur organisation, il y aura un envoi régulier de fiches de références sur les questions administratives ou politiques. La question des municipales est traitée dans *Communistes* chaque semaine. Depuis le vote de notre résolution, nous avons beaucoup travaillé, nous allons continuer à mettre en place le maximum d'accords favorables à nos maires et élus et à l'ensemble de la gauche ».

Il fait état des rencontres à gauche. « Nous avons rencontré, lors d'une dizaine de réunions, le PS, Génération-s, GRS, Ensemble et EELV et nous poursuivrons, à partir de nos objectifs de rassemblement. Dans les départements, nous sommes en contact localement avec toutes les forces de gauche dans 90 % du territoire, y compris avec FI, qui n'a pas répondu aux demandes de rencontres nationales. »

« Chacun sent bien que ces élections locales peuvent prendre une dimension nationale forte. La droite LR joue, en lien avec sa majorité sénatoriale, son avenir politique souligné par l'entrée en lice sur la question présidentielle

de François Baroin, et sur sa capacité à conserver les principales métropoles et grandes villes. Nous avons donc à agir pour qu'au bout, ces élections ne soient pas bonnes ni pour l'exécutif ni pour l'extrême droite ou les autres forces de droite. C'est ainsi que, partout dans le pays, nous avons abordé la question du rassemblement à gauche ; au-delà du maintien des villes à direction communistes, partout nous cherchons à préserver les majorités de gauche et à battre la droite sur la base de projets portant les enjeux sociaux et écologiques, avec une stratégie claire vis-à-vis de toutes les forces de droite, y compris quand elles représentées par les transfuges de gauche vers la République en marche. Nous parlons à toutes les forces de gauche avec une démarche qui n'oppose pas rassemblement citoyen et rassemblement des partis politiques, qui refuse de manière très majoritaire le tout sauf le PS ou la stigmatisation d'autres forces politiques de gauche. Nous sommes, dans beaucoup d'endroits, ceux qui permettent le lien. Dans des situations que nous laissons ouvertes au rassemblement jusqu'au bout.

EELV a décidé de faire de ces municipales un enjeu politique pour affirmer un leadership supposé après le résultat des européennes et s'inscrit aussi dans une perspective présidentielle. Il revendique la tête de liste partout sans contrepartie, tendant la main mais dans un discours ambigu sur le rapport gauche droite, ne cherchant pas vraiment le rassemblement mais systématiquement la première place, quitte à empêcher ou à faire éclater les rassemblements. Le PS cherche à se réorganiser et à échapper aux tentatives de prises de guerre de LREM et à son affaiblissement important mais il s'appuie sur son maillage territorial de loin le plus fort à gauche. C'est la force politique avec qui nous discutons le plus de par son implantation et le nombre de ses élus et du fait que dans des centaines de villes nous dirigeons ensemble. La FI est en grande difficulté avec une faiblesse politique qui ne la met pas du tout en avant dans la quasi-totalité des villes mais elle cherche à accentuer un pouvoir de nuisance plus qu'une capacité à rassembler et s'adapte selon les endroits. Elle se situe dans une démarche de listes citoyennes mais où se retrouvent toutes les configurations. Dans cette dernière période, elle cherche à placer des élus avec nous ou EELV, voire le PS, étant en difficulté sur sa capacité à conduire ou faire des listes. Générations, le NPA, GRS, Ensemble et LO représentent une dimension très faible nationalement et sont des interlocuteurs sur quelques villes. [...]

La question des gratuités, de l'aide aux plus fragiles, la prise en compte de la question de la sécurité, du maintien des services publics, des emplois, de la jeunesse, des femmes et des familles mono parentales, des séniors et du vieillissement, des enjeux du numérique comme de la mobilité ou du logement, de la culture et du sport et, bien sur, de l'enjeu démocratique marquent nos propositions.

Nous aurons aussi un sujet majeur et commun à ces municipales : **l'égalité territoriale**.

Il y a dans les communes de France une vitalité, une solidarité, une richesse sociale et humaine exceptionnelle dont témoigne un tissu associatif résilient, malgré les coups terribles qui lui sont portés.

Nous ne gagnerons pas en étant les meilleurs gestionnaires du monde, nous ne gagnerons pas en faisant de la proximité sans contenu politique, de la démocratie participative sans enjeu, nous gagnerons en donnant tout son sens à notre action municipale et à notre démarche politique, en montrant qu'elle participe d'un récit collectif.

Il faut reconstruire un récit collectif. Et dans ce récit les questions d'égalité, de liberté et de fraternité pour rompre l'isolement, les replis sur soi, les communautaristes ou le clientélisme sont essentielles. Nous avons bien travaillé à préparer le parti à cette échéance, beaucoup reste à faire et notamment dans le plus grand nombre de petites villes et de villages. Nous avons, dans la période d'ici janvier, à donner à voir la dimension nationale pour le PCF dans ces municipales. C'est ce qui est attendu de nos travaux et qui contribuera, avec notre action locale, à atteindre nos objectifs politiques, pas seulement arithmétiques, pour ces élections ≥

CONVENTION INTERNATIONALE **droits des enfants**

Un enfant meurt sous les coups tous les onze jours !

Mercredi 20 novembre 2019 était le jour du 30^e anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants. À cette occasion le groupe communiste au Sénat a déposé dans sa niche parlementaire une proposition de loi visant à créer des délégations parlementaires aux droits des enfants.

Trente ans après son adoption, et malgré les avancées réelles en matière de droits des enfants, le constat reste très préoccupant. En témoigne d'ailleurs le rapport annuel rendu par le Défenseur des droits qui déplore les violences « ignorées ou banalisées » au sein des institutions publiques à l'égard des enfants, et de fait « un décalage entre les droits proclamés et les droits réels ». Aussi, pour réduire cet écart, le même rapport formule vingt-deux recommandations, la première étant de conduire un état des lieux de ces violences institutionnelles, afin de quantifier le phénomène et orienter les politiques publiques. État des lieux qui pourrait être mené par les délégations parlementaires aux droits des enfants que nous proposons de créer.

Or, le sort réservé à cette proposition (pourtant adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale en 2003) semble déjà scellé puisque la droite sénatoriale majoritaire a rejeté le

texte en commission, arguant que « les travaux du Sénat – en particulier, ceux issus des commissions permanentes et de la délégation aux droits des femmes – prenaient déjà en compte les droits des enfants. Et, soucieuse de préserver une organisation efficace du travail parlementaire, la commission des lois a considéré que la création d'une huitième délégation n'était pas justifiée ».

Mettre dans une même balance « droits des enfants » et « organisation efficace » du travail parlementaire est proprement inacceptable alors même qu'existent une délégation aux entreprises et une aux collectivités territoriales, sujets sur lesquels les commissions permanentes (aux affaires économiques, et aux lois) travaillent déjà largement.

Quand allons-nous cesser de considérer les droits des enfants comme une sous-catégorie des droits de l'homme ? La société et le législateur ont la responsabilité de donner aux enfants les moyens de construire leur avenir, un avenir fondé sur des valeurs de progrès, de solidarité, de fraternité, de paix, bannissant la violence, quelle que soit la forme qu'elle puisse revêtir. Pour cela, ils doivent faire acte de vigilance, proposer et être à l'initiative de nouveaux droits effectifs pour les enfants.

L'adoption ce 20 novembre 2019 de cette proposition de loi « transpartisane » permettrait de faire un pas dans cette direc-tion ≥

PARTI DE LA GAUCHE EUROPEENNE

prochain congrès

Vincent Boulet rapportait, au dernier CN, sur le prochain congrès du Parti de la gauche européenne (PGE), les 13/15 décembre, à Malaga (Espagne). Extraits.

C'est un enjeu important à trois titres.

I- Premièrement, pour la gauche en Europe. Le PGE est aujourd'hui dans une situation paradoxale. **D'une part**, il a essuyé le **contre coups des échecs et de la crise de la gauche européenne ces dernières années**, de l'échec du gouvernement de Syriza en Grèce du fait de l'insuffisance des rapports de force en Europe et en Grèce même, au recul global de la gauche européenne aux dernières élections européennes qui ont vu le groupe parlementaire de la GUE-NGL s'affaiblir numériquement et politiquement. Il a également souffert **d'entreprises de division**, à l'image de la tentative mélenchoniste dite de « Maintenant le peuple ». De tout cela a résulté une **certaine dévitalisation politique du PGE et le renforcement de débats sur sa visibilité, voire son utilité. D'autre part et malgré cela**, le PGE demeure le **seul regroupement à un niveau continental des forces de gauche structuré dans la durée. Il n'y en a pas d'autre.** [...] **Mais ces forces se retrouvent, dans leur diversité, sur une ambition**, celle de porter le projet d'un « *nouveau contrat social entre les peuples souverains et solidaires en Europe* », ce qui implique de « *sortir de l'austérité et des logiques libérales des traités européens* » (document politique du congrès de Berlin en décembre 2016). « *Le Parti de la Gauche européenne défend la perspective socialiste, définie comme une société de justice fondée sur la mise en commun des richesses, des moyens de production et sur la souveraineté des choix démocratiques, en harmonie avec les ressources limitées de la planète. Il rejette le capitalisme, générateur d'inégalités, d'injustice, de pauvreté et de guerres, ainsi que le patriarcat et toute discrimination* » (*ibid.*). Sur la base de cette réalité et de ces principes, **le PGE est devenu un acteur important de la solidarité internationale et est reconnu comme un interlocuteur important par les forces de gauche au niveau international** [...]. En outre, depuis le congrès de Berlin, **le PGE a pris l'initiative de lancer le forum annuel des forces de gauche, progressistes et écologistes**, qui s'est réuni à Marseille en 2017, à Bilbao en 2018 et à Bruxelles les 8-9-10 novembre derniers. [...]

[...] Les forces de gauche sont confrontées à des **défis structurels communs** [...]

Le PGE doit devenir un outil pour travailler aux rapports de forces et rendre possibles de nouvelles convergences et, pour cela, travailler et développer des campagnes qui donnent à voir qu'il est concrètement possible d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'UE et la domination du capital d'une

part et de remettre en cause les traités européens, le pacte budgétaire austéritaire et anti-démocratique et les mécanismes de contrôle de la commission européenne d'autre part (question d'actualité car la commission vient de pointer huit pays de l'UE pour « déficit excessif », dont la France et l'Espagne). Et pour une Europe qui respecte la souveraineté des peuples et des nations et permette des coopérations solidaires entre peuples associés. J'évoquerai rapidement quelques exemples : pour l'alignement par le haut des salaires ; pour la défense et le développement des services publics ; pour la lutte contre l'évasion fiscale ; pour une autre utilisation de l'argent en Europe ; pour l'égalité femmes-hommes ; contre les traités de libre-échange ; pour la dissolution de l'OTAN ; pour un modèle de développement incluant les décisions de la COP 21 [...]

Le projet de document politique (remis aux membres du CN). [...] se concentre sur trois questions majeures : à quelles urgences les peuples européens sont-ils confrontés aujourd'hui et sur quelle base sociale une riposte est-elle possible ? quel est le projet social, démocratique, féministe, pacifique, écologique que nous défendons pour les peuples d'Europe ? quelles sont les tâches immédiates pour le PGE pour ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire du PGE ?

[...] **Le second enjeu du congrès concerne la question de ses instances. Le PGE est doté d'une structure à trois niveaux** : la présidence, composée d'un président, actuellement Gregor Gyzi, et de quatre vice-présidents : actuellement Maite Mola pour le PCE, Pierre Laurent pour le PCF, Paolo Ferrero pour le PRC et Marguarita Mileva pour la Gauche bulgare. Gregor Gyzi a annoncé qu'il ne se représentait pas. Le secrétariat politique qui est composé d'une dizaine de partis clés qui assure le fonctionnement politique immédiat en lien et avec la présidence. Ces deux instances sont élues au congrès et il s'agit donc d'une bataille politique. Le bureau exécutif, qui se réunit trois fois par an qui est composé de deux membres à parité par parti membre, est ratifié par le congrès. Il faut également mentionner le rôle de la conférence des présidents, où les présidents des partis membres fixent les grandes orientations du PGE et où nous sommes représentés par notre secrétaire national Fabien Roussel. Il importe que les discussions sur la direction (présidence et secrétariat politique) se fassent selon les principes suivants :

1/ Les équilibres et les principes politiques fondamentaux qui ont concouru à la naissance et au développement du PGE doivent être maintenus. [...]

2/ qu'elle soit représentative de la diversité politique et géographique de ses organisations membres, mais aussi qu'elle soit en mesure de travailler efficacement. [...]

II- Deuxièmement, le congrès du PGE représente également un enjeu pour le PCF. Nous en sommes tous conscients ici : en dépit de la campagne dynamique que nous avons menée avec la liste « Pour l'Europe des gens,

contre l'Europe de l'argent » conduite par Ian Brossat, le PCF n'est pas, pour cette nouvelle mandature, représenté au Parlement européen. Cela a des répercussions sur nos relations et notre travail en commun et de solidarité internationales en Europe. Il est donc d'autant plus important de resserrer nos liens avec les organisations avec lesquelles nous entretenons des relations fraternelles et solidaires et avec les cadres européens auxquels nous prenons part. [...] Cela est valable également pour le PGE qui est, je le répète, le seul cadre européen transnational structuré dans la durée où les partis de la gauche européenne peuvent dialoguer et agir ensemble. Il est donc indispensable que le PCF soit présent dans son noyau directionnel. [...] C'est pour cela que nous faisons la proposition que le PCF soit candidat au congrès à garder une place de vice-président du PGE et une représentation au secrétariat politique, en plus de sa place au comité exécutif du PGE.

Vous avez une proposition nominative qui est aujourd'hui

soumise au vote du CN (candidat à une vice-présidence : Pierre Laurent ; candidat au secrétariat politique : Vincent Boulet ; au comité exécutif : Vincent Boulet et Lydia Samarbakhsh), de même qu'une proposition de délégation au congrès du PGE, également soumise au vote du CN (par ordre alphabétique : BALAVOINE Charlotte, BIDARD Hélène, BOCCARA Frédéric, BOULET Vincent, IDIR Mina, LACAZE Pierre, LAURENT Pierre, PICQUET Christian, SABOURIN Anne, SAMARBAKHS LYDIA, ROUSSEL Fabien, TERNANT Muriel). Cette proposition comprend à parité 12 camarades, comme cela est la règle pour tous les partis dans les congrès du PGE. (...)

III- Troisièmement, sous un angle tout à fait différent. Ce congrès se déroulera en Espagne, dans une ville où le PCE et la Gauche unie (organisation politique fédérale à laquelle le PCE participe) sont fortement implantés, alors que la gauche espagnole se trouve dans une situation inédite [...] ≥